

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 9 (1921)

Heft: 129

Artikel: La femme et l'éducation

Autor: Serment, E.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-256754>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

taire belge, moins craintive de la concurrence pour ses sièges que de celle pour ses bulletins de vote, a encore accordé aux femmes l'éligibilité aux Conseils provinciaux et au Sénat, quand même elles ne possèdent pas encore l'électorat. Disposition bizarre, mais qui a été en vigueur deux ans durant de l'autre côté de la frontière belge, en Hollande. Et certains leaders du mouvement suffragiste néerlandais ont trouvé que ce n'était point mauvaise tactique que de débiter par l'éligibilité, l'électorat étant obtenu, disent-elles, beaucoup plus facilement ensuite. Chez nous, au contraire ce serait le meilleur moyen de tout faire échouer à nouveau, et si l'on veut sérieusement les progrès, il faudrait d'abord demander l'électorat sans l'éligibilité. Autre mentalité chez nos honorables.

Ailleurs encore que dans les trois pays dont nous venons de parler, l'idée marche ce mois. En Nouvelle-Galles du Sud, où 61 femmes ont été nommées juges de paix. En Argentine (quel vol à tire d'aile par-dessus les mers constitue une simple chronique suffragiste!) où la province de Santa Fé a reconnu aux femmes le suffrage municipal. En Uruguay, où les Chambres ont accueilli très-favorablement une proposition gouvernementale concernant le suffrage féminin. Aux Etats-Unis, où le président Harding s'est montré tout à fait disposé à admettre une délégation de la Ligue des femmes électrices à la Conférence internationale de désarmement. Au Canada, où une femme, Mrs Irène Palby, vient de recevoir un portefeuille dans le dernier remaniement ministériel. Au Japon, où l'Eglise presbytérienne de Tokio a élu sept femmes membres de son Synode (et ceci n'existe ni à Genève, ni à Neuchâtel, ni à Zurich!!) En Espagne, où M. Ramonones chef du parti libéral, a prononcé des paroles significatives à la Conférence générale, tenue à Valence, des Associations suffragistes de la péninsule. Il est vrai qu'en Terre-Neuve et dans l'Afrique du Sud, des échecs ont été d'autre part enregistrés. Mais, dans le large rythme de cette marée montante du progrès féministe, ces insuccès ne produisent pas d'autre effet que celui de la vague moins hardie, qui va moins loin que celle qui l'a précédée ou que celle qui la suivra, et qui se borne à effleurer le rocher que les autres prennent d'assaut...

En Suisse, enfin, un petit, oh! tout petit progrès durant ce mois. La liste des cantons à électorat féminin en matière ecclésiastique s'est augmentée d'une unité: le canton de Thurgovie. Avec la restriction toutefois, qui existe dans le canton de Berne: là seulement où les communes en prendront la décision. Le char du progrès ne chemine décidément pas chez nous à une allure d'automobile. Il ferait plutôt penser au chariot traîné par des bœufs de quelque roi mérovingien. Mais l'essentiel est qu'il arrive une fois au but... E. Gd.

Le II^{me} Congrès national suisse pour les intérêts féminins

Le travail des Sections

I. La Femme et l'Education

« Les choses humaines se ramènent toutes en fin de compte à la question éducative », constate Leonhard Ragaz, abordant dans *la Suisse nouvelle* l'important et ultime chapitre de « l'Education nationale ». Que cela est profondément vrai! Nous l'éprouvons tout au long du Congrès de Berne; et nous gardons l'impression que l'œuvre centrale et durable de ce Congrès pourrait bien être de l'avoir mis en évidence comme tout à nouveau. Car ce n'est pas de la Section d'Education seulement, c'est

de toutes les Sections que partait le cri unanime, comme conclusion aux travaux les plus divers: « Une meilleure préparation de la femme! »

Section I, *la Femme et l'Economie domestique*: c'est l'importance primordiale du rôle de la femme, et par conséquent d'une préparation en vue de ce rôle, qui est soulignée. On réclame une *éducation* qui prépare la femme à remplir ce rôle au mieux, non seulement de ses intérêts à elle, mais des intérêts supérieurs de la famille et du pays. — Section II, *la Femme dans les Professions*: ici encore, sur toute la ligne: préparation, préparation! c'est-à-dire *éducation* meilleure, mieux adaptée aux besoins de la femme elle-même comme aux besoins de la profession, quelle qu'elle soit. — Section IV, *la Femme et le Travail social*: préparation toujours, avec les « Ecoles sociales » et pour la lutte contre les fléaux sociaux. Dans cette lutte même, place prépondérante donnée à l'*éducation* des masses en matière d'antialcoolisme, de guerre à la tuberculose, à l'immoralité, à la mortalité infantile. — Section V, enfin, *la Femme dans la Vie publique*: même constatation; la conquête des droits politiques et de tous les autres droits comportant l'accès à de nouvelles fonctions, c'est-à-dire à des devoirs nouveaux — qu'est-ce autre chose qu'une *éducation* progressive, de la femme d'une part, de l'ensemble de la nation d'autre part? La « lutte pour la paix », qui en est un chapitre et non des moindres, *éducation* encore, *éducation* plus que jamais, de la femme d'abord, et par elle des peuples. Si l'unité organique du Congrès est quelque part, elle est là; et c'est par là qu'il vivra, parce que c'est un appel irrésistible au travail.

Avant et depuis 1896 et le I^{er} Congrès, on a fait ceci, obtenu cela. Oui, tant mieux, constatons-le avec joie. Mais n'en restons pas là: allons plus loin et surtout montons plus haut! La constatation renouvelée des besoins urgents de l'enfance, qui meurt et qui se détériore; de la jeunesse, qui dans sa détresse et son désarroi essaie de prendre en mains sa propre cause, ne sont-ce pas là, pour des cœurs de femmes, de tout puissants stimulants? L'enfance, la jeunesse: nos raisons mêmes de vivre et de travailler!

Et maintenant, à notre Section III! — section centrale à tous égards. Comme les autres, elle eut ses deux séances de section, complétées et couronnées par une séance plénière.

Le lundi, à l'ouverture des travaux, c'est M^{me} de Steiger-Leggenghager, de Küssnacht, qui parle de l'*Education par la mère*, et qui sur ce thème initial et fondamental nous apporte des observations justes et fines, des suggestions intéressantes. Pour elle, l'éducatrice naturelle de l'enfant est la mère, qu'aucun équivalent ne saurait remplacer. Mais la mère doit être préparée à sa vocation éducatrice, dans le domaine de l'éducation physique comme dans le domaine de l'éducation morale. M^{me} Steiger voudrait que les moyens de préparation de la future mère fussent rendus obligatoires (écoles ménagères, écoles d'infirmières pour les soins physiques). Elle ajoute que l'organisation de l'entraînement à l'éducation morale reste à créer... et conclut: il faut convaincre le peuple entier de l'importance de l'éducation morale.

Puis intervient l'école et le rôle de l'école dans l'éducation. Tout d'abord l'école enfantine, facultative, montessorienne avec M^{lle} M. Valli, de Bellinzzone, fröbelienne avec M^{me} Fischer-Martig, de Bâle.

Avec M^{lle} Anna Keller, de Bâle, présidente de la Société des Institutrices, nous abordons l'école *primaire* obligatoire, avec M^{lle} H. Stucki, de Berne, l'école *secondaire et supérieure*, avec M^{lle} Marguerite Evard, Dr litt., professeur au Locle, *l'enseigne-*

sexuelle et sur l'éducation civique — de voir, disons-nous, cette unanimité dans les vœux et dans les tendances du monde féminin en matière éducative.

Nous parlions, M^{lle} Evard et moi-même, au nom de la Commission d'Education nationale de l'Alliance de Sociétés féminines suisses, à laquelle très aimablement le Bureau du Comité d'organisation du Congrès avait tenu à faire une place dans la Section III.

Comme conclusion à nos rapports sur *l'enseignement complémentaire féminin* et sur *l'éducation civique et nationale*, nous avons présenté et réussi à faire adopter, d'abord en séance de section, puis en séance plénière, les deux résolutions ci-après :

1^o Le II^{me} Congrès des Intérêts féminins exprime le vœu que tous les cantons organisent au plus vite — et imposent obligatoirement à toutes les jeunes filles — un enseignement post-scolaire de science domestique comprenant l'enseignement ménager complet et des cours et travaux de puériculture et d'éducation, à raison d'un demi-jour par semaine, pendant deux ans au minimum dès la sortie de l'école primaire, afin de préparer parallèlement chez la jeune fille la professionnelle et la mère future.

2^o L'unanime constatation des rapporteurs du Congrès et des Sociétés de jeunes, relatives aux lacunes et desiderata de l'enseignement féminin paraît nécessiter un organe central facultatif.

Les grandes Associations féminines ne pourraient-elles le créer en obtenant l'appui des autorités fédérales et cantonales ?

Trop souvent, les vœux et les résolutions des Congrès demeurent lettre morte ou n'influencent que bien indirectement et à très-longue échéance les événements. C'est pourquoi la Commission d'Education nationale avait à cœur de poser tout au moins devant le Congrès, en réponse aux demandes unanimes et convergentes de réformes dans l'éducation, en particulier dans l'éducation des filles, cette suggestion d'un Conseil pédagogique ou d'un Secrétariat (*Zentralstelle*) pour la centralisation des vœux relatifs à l'éducation féminine et pour l'étude des voies et moyens propres à les faire passer dans la pratique. Après une courte discussion, le Congrès unanime est entré dans ces vues, en décidant de remettre à la Commission d'Education nationale de l'Alliance l'étude préalable de la question. C'est peu — et c'est beaucoup si nous savons ne pas laisser refroidir le bel élan d'enthousiasme et d'idéalisme qui fut la note dominante de tout ce II^{me} Congrès des Intérêts féminins, et qui doit avoir été la grande récompense de ses initiatrices. E. SERMENT.

II. La Femme dans les professions

Divers points ayant trait au travail professionnel de la femme furent traités dans la II^{me} section ¹ :

La femme et les organisations professionnelles ; les salaires féminins ; les nouvelles carrières ouvertes aux femmes : l'activité professionnelle de la femme mariée ; la profession de garde-malade ; la femme peintre et sculpteur ; la femme dans la littérature.

Dans l'étude sur *la femme et les organisations professionnelles*, différentes organisations, tant patronales qu'ouvrières, existant en Suisse, furent passées en revue. Le pourcentage des femmes syndiquées est très faible ; les femmes n'ont pas encore compris l'importance qu'il y aurait pour elles à s'organiser, soit en entrant dans des associations mixtes luttant pour les intérêts communs des travailleurs, soit en créant des organisations exclusivement féminines là où les intérêts de leur sexe exigent d'être spécialement défendus.

¹ Si je parle plus en détail de certains travaux, ce n'est pas un jugement de valeur que je porte ainsi, mais la simultanéité des conférences m'a forcément empêchée de suivre en détail chaque travail. V. DE M.

C'est parmi les travailleuses à domicile et les domestiques que l'organisation professionnelle a le plus de peine à exister.

Une des injustices qui nécessite l'organisation professionnelle de la femme, est le fait qu'à travail égal la femme est moins rétribuée que l'homme. On considère que son travail a une moindre valeur, qu'il est moins productif, la femme étant en état d'« infériorité ». Mais d'autre part, on paye moins la femme parce qu'on estime qu'elle a moins de besoins ; ne serait-ce pas pour cela que le travail féminin aurait un moindre rendement ? en d'autres termes, une nourriture insuffisante serait une des causes du taux inférieur des *salaires féminins*. Puis beaucoup de femmes considèrent le travail comme une activité temporaire dont elles n'auront plus besoin une fois mariées, elles n'apprennent pas leur métier assez à fond et les salaires ne peuvent alors s'élever au niveau de ceux qui rétribuent un travail résultant d'un bon apprentissage. Dans le travail à domicile, un salaire équitable est plus difficile à appliquer. On se heurte au « truck system », aux nombreux intermédiaires, etc.

Pour que la femme puisse soutenir la concurrence masculine et que son travail soit apprécié à sa juste valeur, il faut lui chercher de *nouvelles branches d'activité* qui mettent en lumière ses capacités. Et pour que la femme qui travaille soit bien logée et bien nourrie, il faut procurer aux femmes isolées de la campagne et de la ville, un « home » convenable, adapté aux exigences de la vie moderne.

Les conditions sociales et économiques obligent la *femme mariée* à entrer dans la vie professionnelle ; là on doit bien reconnaître qu'elle est capable d'un travail productif, alors que le travail de la ménagère est considéré à tort, comme improductif. Il est très difficile pour la femme mariée de concilier son travail de ménagère et sa profession ; on pourrait lui rendre la tâche plus facile en apprenant non seulement aux jeunes filles, mais aussi aux garçons à aider dans le ménage ; en développant les crèches, les assurances maternelles, les associations de ménagères, etc...

Une profession bien féminine est celle de *garde-malade*. Mais une opinion erronée fait croire que cette profession est accessible à tout le monde. Il faut en relever le niveau, et que celles qui s'y livrent aient une éducation ad hoc. Les heures de travail sont dans cette profession encore trop considérables, les congés pas assez fréquents. Il faudrait des lois et un diplôme d'Etat pour en régulariser les conditions.

Enfin, dans le domaine de l'*art*, la femme a aussi joué chez nous un rôle intéressant, mis en lumière par M^{mes} Contat, Ruth Waldstetter et M^{lle} Naville.

M^{lle} Bloch, de Zurich, dans la séance plénière de la section II fit un tableau très complet de *l'activité professionnelle de la femme*. D'après les statistiques fédérales de 1910, plus de 516.000 femmes ont une profession déterminée dans les domaines suivants : industrie, arts et métiers, commerce, économie domestique, agriculture, enseignement, soins aux malades, œuvres sociales, administrations publiques, science, beaux-arts, arts appliqués.

Valérie de MORSIER.

III. La Femme dans la vie publique

En considérant le programme touffu du Congrès, et en songeant aux femmes de toutes tendances qu'il attirerait, on pouvait se demander à quel point cette assemblée serait réactionnaire, ou ouvertes aux idées nouvelles. La suffragiste la plus exigeante a pu en revenir satisfaite et encouragée : dès la séance d'ouverture, et par la vive et courtoise passe d'armes entre notre présidente nationale M^{lle} Gourd et M. Chuard, Conseiller